

Rapport d'évaluation multisectorielle rapide

Mission conjointe SI RRM & HCR KAGA BANDORO

Déplacements de population du 19-20/04/2018 Site Lazare (Kaga Bandoro)

Population :

- Le site compte 4517 habitants (anciens déplacés)
- Près de 2300 nouveaux déplacés (vague Bissingale-Ndemayo du 19 et 20 avril)
- Récente vague Balamba (effectif non encore disponible)

Date de l'évaluation : 22 avril 2018



Préfecture : Nana-Gribizi
Sous-Préfecture : Kaga-Bandoro
Commune : Kaga-Bandoro
Site évalué : Lazare

Coordonnées géographiques :
Long : E 19°10'28"
Lat : N 6°58'6"
Alt : 418 m

I. DONNEES GENERALES

• Contexte et résumé

Le déplacement de population des villages de Ndemayo et de Bissingale datent de l'après-midi du 19 avril 2018, suite à une installation d'un poste des GSA dans le village de Bissingale, situé à 5 km au sud Kaga-Bandoro. A noter qu'un renfort d'éléments GSA est arrivé récemment depuis Ndélé.

Selon les informations recoupées, une équipe de GSA à bord de quatre pick-up avait été interceptée dans la zone le 19 avril 2018 avec l'intention de dépanner un de leur véhicule tombé en panne dans les environs du village de Bomango situé à 13 kilomètres de Kaga-Bandoro, et à 2 kilomètres de la barrière de Ndomété tenue par le contingent Burundais de la MINUSCA. Selon les sources contactées pendant les évaluations, le contingent burundais avaient empêché l'évolution du convoi des GSA, les obligeant à rentrer sur Kaga-Bandoro. Ce groupe armé se serait ainsi replié jusqu'au niveau du village de Bissingalé où ils se sont installés.

Selon les déplacés, les Burundais auraient procédé à des négociations pour que les GSA quittent le village de Bissingale. Il s'est avéré que ces derniers n'ont pas obtenu. Prise de peur, la population a progressivement commencé à évacuer dans

la soirée (19h-23 heures) vers les sites Lazare et MUNISCA d'une part et vers le village Yagarandji PK 28 direction Bangui d'autre part.

En date du 21/04, certains ménages qui étaient restés dans les villages concernés pour observer l'évolution de la situation ont aussi pris la route des sites au moment où un GSA en état d'ébriété a commencé à tirer sporadiquement dans le village de Bissingalé.

Selon les représentants des villages affectés, avant le choc, Bissingalé comptait 1437 habitants et Ndémayo, 900. Le nombre de déplacés de ces villages n'est pas encore disponible mais serait estimé à environ 1000 personnes dans les 3 derniers jours sur les deux sites. L'enregistrement n'a pas encore été effectué par les responsables des sites, l'arrivée étant encore récente. Selon les chiffres du CCCM, hormis les nouveaux déplacés, le site de Lazare compterait 1212 ménages soit 4517 personnes, et 2583 ménages soit 11050 individus sur le site de la MINUSCA (dernière mise à jour en mars 2018).

Au moment de la fuite, les femmes ont affirmé n'avoir pas eu le temps nécessaires pour prendre leurs AME ni de vivres car le déplacement s'est fait de nuit et de manière rapide et discrète, de manière à ce que les groupes armés ne s'aperçoivent de l'évacuation des villages par les habitants. Pour cuisinier, l'équipe d'évaluation a observé que les femmes utilisent des casseroles en mauvais état pour tous les services de la cuisine.

Les ménages déplacés se sont installés sur les sites selon des liens d'affinité et familiaux. La majorité des ménages se retrouve sur le site Lazare, une autre partie plus faible sur le site de la MINUSCA. Sur les sites, la capacité d'accueil étant faible, les ménages sont obligés de se diviser (les femmes et les enfants à part), et ne sont pas en capacité d'ériger des abris temporaires afin de regrouper tous leurs dépendants. Pour désengorger les familles d'accueil, les salles de classe de l'ETAPE (Espace Temporaire d'Apprentissage pour les Enfants) sont occupés par une partie des ménages déplacés, et d'autres dorment dans l'église et sous des hangars. Il a été déploré les mauvaises conditions d'hébergement et de protection contre les intempéries. De nombreuses personnes dorment à même le sol sur des nattes usées ou des feuilles mortes, sans supports de couchage adéquats et n'ont pas de couverture. Comme signalé ci-dessus, les déplacés ont préféré quitter leurs villages clandestinement, et ont ainsi en majorité abandonné leurs effets.

En termes de moyen de subsistance, certains dépendent de leur famille hôte (préalablement déplacée) et d'autres (les hommes) quittent tôt le site Lazare vers le site MINUSCA ou d'autres quartiers à la recherche des travaux journaliers rémunérés : creusage de fosses de latrines, transports des biens et marchandises dans les marchés locaux, vente de bois de mangues. Il est ressorti des échanges avec les déplacés que certains, qui ont réussi à prendre quelques biens à partir de la zone de provenance, sont en train de les revendre afin de répondre à leurs besoins alimentaires.

Les conditions en eau et hygiène restent difficiles au niveau du site. En effet, il a été observé une pression sur les ouvrages d'eau existants ainsi que sur les latrines. Le site Lazare est desservi en eau de boisson par 7 forages équipés, dont 6 fonctionnels et 1 en panne. A noter aussi l'existence de 2 puits ouverts dont 1 non fonctionnel. Dans l'ensemble, avec l'arrivée des nouveaux déplacés ces derniers jours, le temps d'attente pour la collecte d'eau devient de plus à plus long et les déplacés ont exprimé le manque des récipients de puisage/stockage d'eau. Les femmes de cette nouvelles vague d'arrivée se disent être empêchées de puiser de l'eau par les autres femmes anciennement déplacées du site. L'insuffisance de latrines augmente la défécation à l'air libre par certains déplacés et écoliers de l'ETAPE, qui n'ont aucune latrine.

Le déplacement a conduit à la fermeture depuis le 20 avril 2018 des activités scolaires à Bissingale. Les écoliers et le corps enseignant ont tous pris la fuite, et ces écoliers ne sont pas encore intégrés dans les écoles de Kaga Bandoro.

Les déplacés ne sont pas jusque-là disposés à retourner dans leurs villages tant que la présence des GSA demeure signalée. En effet, entre 2015 et 2016, la population de l'axe Kaga-bandoro-Ndomété aurait été victimes d'actes de violence majeures par les mêmes groupes armés. Elle craint que la même situation se reproduise.

La mission s'est appuyée sur la méthodologie classique du RRM et du HCR d'une évaluation rapide. L'équipe a organisé des focus groupes mixtes afin d'avoir une vue générale de la situation. Un focus group spécifique avec les femmes a aussi été organisé. Des évaluations sectorielles et les visites des sites ont été faites afin d'avoir des informations recoupées et triangulées auprès de plusieurs sources. Avant le déploiement des équipes sur terrain, un travail de préparation et de répartition des tâches a été faite entre le RRM et le HCR et une mise en commun/ restitution a été faite à la fin de l'évaluation.

II. SECURITE SUR LA ZONE EVALUEE

Au niveau du site, la situation sécuritaire est calme. Cependant, la sécurité demeure volatile sur l'axe Kaga-Bandoro/Ndomété/Dekoua ; zone de provenance des déplacés de la vague évaluée.

III. PROTECTION

En date du 19 avril 2018 un mouvement de population a été observé en provenance des villages Ndemayo et Bissingalé situés à cinq (5) kilomètres sur l'axe Kaga-Bandoro-Dékoa (axe Bangui), pour se mettre à l'abri dans la ville de Kaga-Bandoro, avec la présence de la MINUSCA.

Ce mouvement est lié à l'incursion des groupes armés (ex-Séléka) dans lesdites localités qui auraient été empêché par les contingents Burundais de la MINUSCA au niveau du village Gomango situé à treize kilomètres (13) kilomètres de la ville de Kaga-Bandoro.

Les personnes à mobilité réduite, les enfants, les femmes enceintes ont fait face à beaucoup de problèmes lors du déplacement de nuit. Les déplacés n'ont pas soulevé de cas de tracasseries de la part des groupes armés. Par contre, il s'avère que ces derniers (GSA) ont commencé à consommer abusivement des boissons alcoolisées dans les villages.

Au niveau du site, il n'y a pas de problèmes de cohabitation majeurs soulevé entre les nouveaux et anciens déplacés à part quelques bagarres liés au temps d'attente sur les points d'eau.

IV. RESULTATS SECTORIELS

AME/ABRIS

- **ABRIS**

Lors des entretiens, il ressort que la majorité des ménages nouvellement déplacés affirment avoir passé la nuit dans les familles d'accueil, sous le hangar en paille, sur le site Lazaret, dans l'école Bâche, sur le site de l'église, dont certains à l'extérieur.

La situation des abris sur le site Lazaret est délicate. En effet, les cabanes construites depuis fort longtemps sont actuellement en mauvais état et une forte promiscuité est observée dans les familles d'accueil. La faible capacité d'accueil due notamment aux dimensions réduites des cabanes fait que les nouveaux déplacés se sont installés dans les lieux publics ci-dessus décrits.

- **AME**

La situation en AME des ménages déplacés des villages de Bissingalé et de Ndemayo sur le site Lazaret est préoccupante. En effet, selon les informations collectées lors des focus group, la population n'a pas pu emporter tous leurs AME avec elle. Seuls quelques ustensiles de cuisine et des nattes usées ont pu être emporté par les ménages depuis le village d'origine jusqu'au site. Plusieurs ménages qui avaient pris des AME pendant leur fuite les ont perdus par la suite ou ont procédé à leur vente à la communauté hôte, afin de répondre à d'autres besoins urgents. Les déplacés ont ainsi des difficultés pour leurs activités ménagères, dont la cuisine et le stockage de l'eau.

EAU HYGENE ET ASSAINISSEMENT

- Accès à l'eau**

L'accès à l'eau potable sur le site Lazaret a été amélioré grâce aux actions du CICR, qui a mis en place ou réhabilités 9 points d'eau, dont 7 forages et 2 puits aménagés. Actuellement, 1 puit et 1 forage ne sont plus fonctionnels. L'équipe d'intervention pourra approfondir le diagnostic technique sur ces points d'eau et les remettre en état de fonctionnement.

De plus, selon les habitants du site, la quantité d'eau disponible paraît insuffisante par rapport aux besoins. En plus du manque des jerricans pour le transport, les longues attentes et les bagarres entre femmes pour le puisage de l'eau ont été rapportées au niveau du site Lazare.

- Assainissement et pratiques d'hygiène**

Malgré la construction de blocs de latrines et de douches par le CICR, une partie des déplacées pratiquent la défécation à l'air libre, avec un ratio d'utilisateur par latrine qui devraient dépasser les limites des standards SPHERE avec les nouveaux arrivants (cf. tableau ci-dessous).

La gestion des ordures est problématique avec un nombre insuffisant de fosses à ordures.

L'école ETAPE (Espace Temporaire d'Apprentissage pour les Enfants) qui compte 1642 écoliers fonctionne sans latrines. Une partie des écoliers se servent d'un bloc de 5 portes de latrines construit par le CICR à proximité, et une autre partie défèque à l'air libre dans la brousse aux alentours.

Concernant les pratiques d'hygiène, il a été noté que les déplacées ont une faible connaissance des moments clés du lavage des mains, et de l'utilisation du savon ou de la cendre. Les actions de prévention des maladies hydriques ne sont pas mise en place par les habitants du site. Une sensibilisation renforcée en promotion de l'hygiène est indispensable.

| Bloc/quartiers du site lazare | Latrines de 5 cabines | Douches de 5 cabines |
|--------------------------------|------------------------|-----------------------|
| 1 | 3 | 3 |
| 2 | 1 | 0 |
| 3 | 2 | 2 |
| 4 | 2 | 1 |
| 5 | 2 | 1 |
| 6 | 1 | 1 |
| 7 | 2 | 1 |
| 8 | 1 | 1 |
| 9 | 1 | 1 |
| 10 | 1 | 0 |
| 11 | 1 | 1 |
| 12 | 1 | 0 |
| TOTAL (blocs) | 18 | 12 |
| Total (portes) | 90 portes | 60 portes |
| Ratio personne/ infrastructure | 50 personnes / latrine | 75 personnes / douche |

Ratios personne vs. latrines et douches, sur le site Lazare avant l'arrivée des nouveaux déplacés

Avant l'arrivée des nouveaux déplacés, le nombre de personne par latrine était à la limite des standards SPHERE. Avec ces nouveaux déplacements, il est nécessaire de construire de nouvelles infrastructures d'assainissement, dont le nombre sera calculé précisément une fois que le nombre de nouveaux arrivants sera précisé.

De plus, des infrastructures d'assainissement devraient être construites à l'école ETAPE.

SANTE ET NUTRITION

Le site Lazare bénéficie d'un appui médical de la part de l'ONGI IRC qui déploie des cliniques mobiles 2 fois par semaine (mardi et jeudi) ; d'autres malades se rendent à l'hôpital préfectoral géré par le CICR. Les soins sont gratuits. Lors de l'entretien avec les déplacés, les pathologies dominantes sont les IRA, le paludisme et les diarrhées. Les IRA sont fréquentes pour les déplacés sans abris, notamment chez les enfants de moins de 5 ans.

Les déplacés du site Lazare ont regretté l'accès limité aux soins surtout la nuit. Par crainte pour leur sécurité, les malades se rendent difficilement à l'hôpital aux heures tardives.

L'organisation ponctuelle des cliniques mobiles conduit certaines personnes à procéder à l'automédication. Ils ont soulevé également un problème de communication, avec de nombreux déplacés qui ne seraient pas au courant de l'existence de la clinique mobile dans le site. Les déplacés souhaiteraient voir la fréquence de deux cliniques mobile augmenter.

EDUCATION

L'ETAPE (Espace Temporaire d'Apprentissage Pour les Enfants) est la seule structure scolaire fonctionnelle au niveau du site Lazare. Cette école encadre 1642 écoliers, dont 950 garçons et 692 filles, tous déplacés. L'ETAPE est appuyée par l'ONG IDEAL, qui organise 6 classes avec 118 tables-bancs. Depuis le 19 avril 2018, les salles des classes de l'ETAPE sont occupées par une partie des déplacés venue de Bissingale-Ndemayo comme abris. Selon les déplacés, l'occupation des salles classes est consécutive au manque d'abris. La présence des déplacés a un impact sur le déroulement normal des activités scolaires, et les déplacés sont contraints chaque matin de libérer les salles de classes.

Le responsable de l'école a alerté sur l'utilisation des mobiliers par les déplacés, et il enregistre des dégâts depuis l'occupation des salles (bancs, bâches), et note un risque élevé d'incendie des salles du fait que de nombreux ménages déplacés cuisinent à proximité des bâtiments scolaires.

De l'entretien avec les déplacés est ressorti que depuis la crise (3 jours) les activités scolaires ont cessées dans les villages de provenance et les parents n'ont pas encore intégré leurs enfants dans l'école du site d'accueil. Le responsable de l'ETAPE est disposé à inscrire gratuitement ces nouveaux enfants déplacés dans son établissement mais soulève une faible capacité d'accueil et d'encadrement. Actuellement l'école fait face à un nombre extrêmement important d'élèves (moyenne de 273 écoliers par classe) et serait limitée en terme de ressources financières pour l'achèvement de deux bâtiments de 6 classes d'urgence en cours de construction. A cela s'ajoute la présence d'une autre vague des déplacés depuis le 16 avril 2018 en provenance de Balamba et Kologbo (axe Kaga-Bandoro/Botto) fuyant les exactions commises par les groupes armés. Ces déplacés sollicitent aussi intégration de leurs enfants à l'ETAPE.

L'école n'a pas de latrines dédiées. Les écoliers utilisent un bloc de 5 portes de latrines à proximité utilisé par les déplacés du site et construit par le CICR. Le nombre important d'écoliers et des déplacés du bloc 1 est à la base d'un temps d'attente plus long au niveau de la latrine, de sa mauvaise utilisation et entretien. Cette situation entraîne une défécation à l'aire libre par une partie des écoliers.

La qualité de l'enseignement est estimée comme limitée par les parents d'écoliers (résultat du focus groups spécifique avec les femmes) étant donné que tous les enseignants de l'école sont des maitres parents. Il est à noter aussi que, les écoliers sont quasi dépourvus de fournitures scolaires de base et le responsable de l'école dénote l'insuffisance en matériels/supports pédagogiques. Il a été rapporté à l'équipe d'évaluation que les écoliers accusent des problèmes de sous-alimentation conduisant à une démotivation et une faible concentration pendant les heures d'enseignement. En effet, selon le responsable de l'école, cela fait six mois qu'il n'y a pas dû d'assistance alimentaire du PAM dans le cadre d'un programme d'alimentation scolaire.

SECURITE ALIMENTAIRE ET MOYENS DE SUBSISTANCE

Les déplacés ont abandonné leurs réserves alimentaires dans leurs maisons lors du déplacement. A noter qu'avant ce dernier, ces personnes faisaient face à la destruction de leurs champs par les GMA. Sur leur lieu d'arrivée, certains déplacés sont dépendant de l'alimentation fournie par les familles d'accueil, et d'autres subsistent au moyen de la vente de bois de chauffage ramassé par les femmes souvent accompagnées de leurs conjoints (principale source de revenu pour les ménages déplacés actuellement), la cueillette (consommation quasi quotidienne de mangues) et d'assistance communautaire (feuille de manioc). Le régime est composé de feuilles vertes, d'ignames sauvages et de tubercules.

Lors des entretiens, les déplacés ont rapporté leurs difficultés à faire 1 repas le jour alors que dans leurs villages de provenance, ils ont une possibilité de 2 repas par jour. Ce changement brusque du régime alimentaire aurait des conséquences sur la santé des déplacés, notamment pour les enfants de moins de 5 ans. Une aide alimentaire est nécessaire pour répondre à cette situation.

V. RECOMMANDATIONS ET PLAN D'ACTION

1. RRM

AME/Abris

- ⇒ Distribution de kits AME, incluant des bâches, aux ménages déplacés de la nouvelle vague (Bissingalé/Ndemayo et Balamba)

EHA

- ⇒ Réhabilitation de 2 points d'eau points au site Lazare
- ⇒ Construction de latrines et douches d'urgence supplémentaires dans le site Lazare
- ⇒ Construction de fosses à ordures dans le site Lazare
- ⇒ Construction de latrines d'urgence à l'établissement scolaire ETAPE
- ⇒ Sensibilisation aux pratiques d'hygiène

2. Hors RRM

EDUCATION

- ⇒ Appui à la construction de salles de classes et fourniture d'équipement et de mobilier
- ⇒ Distribution de fournitures scolaires aux écoliers et supports pédagogiques aux enseignants
- ⇒ Relance du programme d'alimentation scolaire
- ⇒ Distribution de kits récréatifs aux écoliers
- ⇒ Renforcement de capacité des enseignants

SANTE

- ⇒ Prise en compte des nouveaux déplacés dans l'organisation des cliniques mobiles et communication
- ⇒ Evaluation de l'augmentation de la fréquence des cliniques mobiles

EHA

- ⇒ Sensibilisation à la promotion de l'hygiène
- ⇒ Construction des latrines à l'ETAPE si pas validée pour le RRM

SAME

- ⇒ Assistance alimentaires des ménages nouvellement déplacés
- ⇒ Relance de l'assistance scolaire pour les élèves de l'établissement ETAPE

Protection

- ⇒ Plaidoyer pour une meilleure protection de la population civile
- ⇒ Multiplication des séances de sensibilisation sur le respect des droits humains et des Violences Basées sur le Genre

Photographies des lieux de vie des nouveaux déplacés et des FGD (femmes/hommes)

